

20 avril 2011 06h00 | Par **Bernard Broustet**

Ford : les préretraites vont être appliquées

Après l'avis du comité d'entreprise, le plan social peut être lancé.



Le DRH Philippe Harrewyn (à droite) a présidé de nombreuses séances de comité d'entreprise consacrés à ce plan. ARCHIVES S. L.

Le plan de préretraites et de départs volontaires de l'usine First-Ford va en principe pouvoir s'appliquer. Le comité d'entreprise a en effet rendu hier son avis sur ce dispositif qui vise à faire partir plus de 300 salariés. Et le fait que la majorité des votants se soit exprimée contre ne suffit pas à enrayer le processus, puisqu'en ce domaine, les comités d'entreprise n'ont qu'un pouvoir consultatif. Cette séance a en tout cas révélé une fissure dans le front syndical qui s'était reconstitué cet hiver. Entièrement basé sur le volontariat, le plan offre à des salariés de 55 ans et plus la possibilité de partir en préretraite, en touchant jusqu'à la liquidation de leurs droits une indemnité égale à 65 % de leur dernier salaire, avec un minimum de 1 100 euros nets. Par ailleurs, les salariés souhaitant réaliser un projet personnel peuvent bénéficier d'une prime de départ et de l'appui d'un cabinet.

Climat davantage détendu

Ce plan avait fait l'objet de deux grands types de critiques de la part des syndicats. Ceux-ci déploraient que les indemnités mensuelles de préretraite ne soient pas plus élevées, et qu'aucun mécanisme d'indexation n'ait été prévu, alors que certains bénéficiaires de ce dispositif ont à attendre cinq ans, voire plus, avant de toucher leur retraite. Les syndicats s'étonnaient par ailleurs que la procédure de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) ait été lancée avant qu'on y voit plus clair sur les perspectives de l'usine. Mais, depuis le démarrage de la procédure, qui s'est étalée sur des mois, les choses ont changé. Ford Europe a dévoilé, il y a quinze jours, les grandes lignes d'un projet structurant - boîte à 6 vitesses -, qui reste à confirmer par les instances mondiales du groupe, mais dont la concrétisation semble assez probable. Du coup, le climat social s'est quelque peu détendu au sein de l'usine, comme en témoigne la modeste mobilisation pour le rassemblement organisé hier matin par la CGT.

La plupart des autres syndicats restaient réservés sur le PSE, auquel ils souhaitaient voir apporter des améliorations. Mais Jean-Luc Gassies (CFTC) souligne qu'un nombre conséquent de quinquagénaires est prêt à partir. Dans ces conditions, et compte tenu des projets industriels annoncés il y a 15 jours, la CFTC, l'UNSA, et la CGT n'ont pas souhaité bloquer le processus. Et les quatre refus de vote (sur huit élus) de la CGT n'ont pas suffi à bloquer le processus, puisqu'une seule voix même négative suffit pour que l'avis soit considéré comme prononcé. Gilles Penel, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise indique que son organisation réfléchit toujours à l'éventualité d'attaquer le plan devant les tribunaux. On saura dans les jours qui viennent si elle passe à l'acte.

© www.sudouest.fr 2011